LCL R. Porte

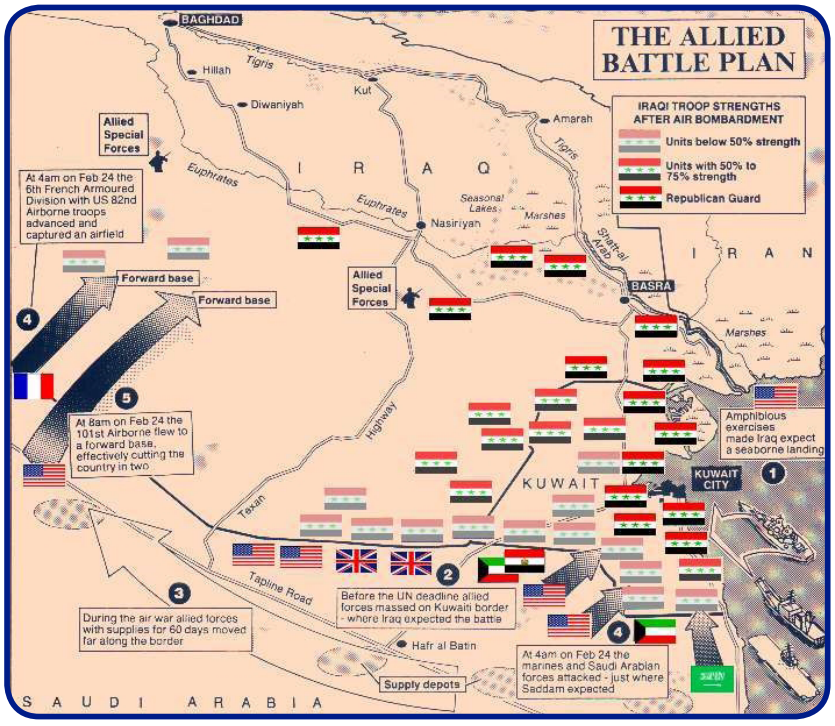
Tempête du désert

Opération Daguet, 1991

©Michel Riehl/ECPA/ECPAD

Lorsque, le 2 août 1990, Saddam Hussein envahit le Koweit, la réaction de la communauté internationale est immédiate : le même jour la résolution 660 du Conseil de sécurité des Nations Unies *« exige que l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces »*.

Pas moins de neuf autres résolutions sont adoptées entre le 6 août et le 29 novembre, marquant un durcissement progressif à l'égard de l'agresseur (en particulier dans le domaine de l'embargo), et la dernière *« autorise les Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées…, à user de tous les moyens nécessaires pour faire appliquer la résolution 660 »*.
Dès lors, le compte à rebours est lancé.



©Blog de Carl Pépin : carlpepin.com

La France, qui participe aux mesures politiques, diplomatiques et économiques depuis le début, s'associe aussitôt à la création, autour des Etats-Unis (qui ont lancé dès l'été une grande opération défensive *-Desert Shield-* de l'Arabie saoudite), d'une force multinationale, qui atteint en janvier 1991 700.000 hommes, dont 540.000 Américains.
Pour renforcer les premiers éléments détachés dans la région (moyens navals, aériens et hélicoptères en particulier déployés à partir du 10 août, et escadron du 1er RHP aux EAU), Paris met progressivement sur pied à partir du mois de septembre 1990 une division légère blindée, d'abord sur la base de la 6e DLB de Nîmes, puis par prélèvements sur de nombreuses autres unités, de la FAR comme du corps de bataille centre Europe.
Au total, dans le seul domaine des effectifs, plus de trente régiments différents participent à la constitution de la force projetée.

©Yann Le Jamtel/ECPAD

A l'ouest du dispositif allié, les Français (10.000 hommes + un groupement de soutien de 2.000 hommes) sont aux ordres du XVIII[e] corps américain, mais ils ont eux-mêmes le commandement opérationnel d'une brigade parachutiste et d'une brigade d'artillerie américaines (4.300 hommes). Pendant de longues semaines d'attente, les journées sont en grande partie consacrées à parfaire l'instruction, en particulier dans le domaine NBC puisque plane la menace d'une attaque chimique que l'on ne peut minorer.

Les opérations aériennes commencent le 17 janvier et prennent la forme d'un large mouvement de faux par la gauche. Le 24 les troupes terrestres passent la frontière saoudienne. Sur l'aile gauche du dispositif allié, les Français sont organisés en deux groupements : à l'Ouest, le 1er Spahis, le 1[er] REC et le 2[e] REI ; à l'est le 4[e] Dragons et le 3[e] RIMa, avec pour mission générale de remonter vers Al Salman et l'Euphrate. En à peine plus de deux jours, tous les objectifs fixés sont dépassés, les modes d'action étant ceux élaborés pour la Force d'action rapide, qui allient puissance et vitesse. Al Salman et son aéroport sont tenus et la 45e division irakienne est rayée de l'ordre de bataille (des milliers de prisonniers, une cinquantaine de blindés détruits). Après quatre jours d'offensive, l'opération cesse : les Français sont alors ceux qui ont pénétré le plus vite et le plus loin en territoire irakien.

©Yann Le Jamtel/ECPAD

Au cours des semaines et des mois qui suivent, les forces françaises participent notamment à la dépollution des plages minées de Koweit-City. Au fur et à mesure de leur retour dans l'hexagone, les régiments sont très chaleureusement accueillis dans leurs garnisons respectives : de ce point de vue également, *Daguet* correspond à un changement d'image des armées dans la population.

Au bilan, la projection de quelques 16.000 hommes et de leurs matériels (en particulier plus de 130 hélicoptères et 500 véhicules blindés de différents types) à 7.000 km. de la métropole a certes été possible, mais au prix de nombreuses difficultés qu'il a fallu résoudre en conduite (recomplètement des unités avec du personnel venant de toute l'armée de Terre, nécessité de prélever des équipements dans de nombreux régiments différents, etc.).

Photo AFP

© Yann Le Jamtel/ECPAD

Daguet marque ainsi le début d'un nouveau processus d'adaptation de l'outil militaire français, de réorganisations successives dans les différents domaines (la création du commandement des opérations spéciales – COS– date de 1992), pose la question de la délicate mise en place d'un soutien logistique satisfaisant et finalement de la pérennité du service national. A ces différents titres, l'opération a joué le rôle d'un accélérateur, aussi bien dans la prise de conscience collective des besoins des armées que dans les évolutions doctrinales de la fin du XX^{e} s. Enfin, parallèle à l'implosion de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie, elle date symboliquement une nouvelle forme d'engagements extérieurs qui, dès lors, vont se multiplier tout au long des années 1990 et 2000.